



05/2021

Territoire du nucléaire

Nuclear power territory

Par

Eleonora Garzia

Docteure en sociologie, Faculté des
Sciences Humaines et Sociales
Sorbonne

ET

Jan Spurk

Professeur des Universités, Faculté
des Sciences Humaines et Sociales
Sorbonne



Les contenus de la revue ISSM sont mis à disposition selon les termes de la licence *Creative Commons* Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification (CC BY-NC-ND).

Résumé

Le projet d'installation d'un centre d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, un petit village dans l'est de la France situé entre les départements de la Meuse et de la Haute Marne, est un cas exemplaire de « fabrication » d'un territoire. C'est dans la confrontation entre les promoteurs et les opposants à ce projet que ce territoire se « fabrique » en tant que territoire du nucléaire : pour les uns, ce territoire est un instrument c'est-à-dire un objet à utiliser pour enfouir des déchets nucléaires ; pour les autres, il est le lieu de référence qui les lie quasi naturellement à ceux qui sont - comme eux - menacés par la nucléarisation. Le territoire peut, enfin, être l'objet à défendre contre des forces étrangères et hétéronomes qui imposent au territoire leurs lois de l'extérieur.

Mots clé : nucléaire, territoire, conflit, gouvernance, Bure.

Abstract

The Highly Radioactive Waste Underground Storing Project in Bure, a small village in eastern France located between the departments of Meuse and Haute Marne, is an exemplary case of « fabrication » of a territory. It is in the confrontation between the promoters and the opponents of this project that this territory is « made » as a nuclear territory: for some, this territory is an instrument, an object to be used to bury nuclear waste ; for others, it is the place of reference that links them almost naturally to those who are threatened by nuclearization. Finally, the territory can be the object to be defended against foreign and heteronomous forces that impose their laws on the territory from outside.

Keywords: nuclear power, territory, conflict, governance, Bure.

Le rapport entre le territoire et le nucléaire n'est que rarement traité dans les sciences sociales. Dans le passé et surtout pendant la Guerre Froide, le « nucléaire » est analysé sous la forme des armes nucléaires (Blackett, 1950 ; Ferri, 1950 ; Oppenheimer 1955 ; Beaton et Maddox, 1962 ; Crussard 1967). Les effets destructifs tout comme les peurs et les angoisses au sein des populations concernées dominent la discussion (Fornari, 1964 ; Anders, 1981 ; De Carlo, Brunoro et Pedon, 1981 ; Zonabend, 1989 ; Paucard, 1992 ; Valenti, 1995 ; Hecht, 2004). Néanmoins à partir des années 1970, l'émergence des mouvements et des mobilisations anti-nucléaire attiraient l'intérêt des sociologues (Anger, 1977 ; Touraine et al. 1980 ; Vaillancourt, 1982 ; Tozzi, 1982 ; Nelkin et Pollak, 1981 ; Simon, 2010 ; Korhonene et Partanen, 2015). Depuis les années 1990, le sujet s'est déplacé vers l'industrie nucléaire (Brunet, 2004 ; Blanc, 2008, Chateauraynaud, 1998 ; Reuss, 2007, Bretesché et Grambow, 2015 ; Ghis Malfilatre, 2016) et les déchets qui en proviennent (Deguillame, 1994 ; Faussat, 1977 ; Gin, 2006 ; Bonin, 2011 ; Deviller, 2002 ; Labbé, 2000 ; Spurk 2017). De plus l'accident de Fukushima Daiichi a permis de réactualiser les interrogations sur la peur et l'angoisse que le nucléaire provoque (Pelletier et Fournier, 2012, Guarnieri et al. 2015, Ribault 2021).

Les recherches sur le nucléaire restent en sciences sociales néanmoins peu nombreuses. Pourtant, l'importance du nucléaire, surtout en France, est bien connue. Entre autres, une large partie de la production d'énergie en dépend. Il existe 56 réacteurs de différents niveaux de puissance sur 18 sites dont six en cours de démantèlement. La conversion écologique de la production d'énergie (quasi) unanimement défendue en public n'empêche pas le développement d'une nouvelle génération de centrales nucléaires. La France est également une puissance nucléaire sur le plan militaire.

Le développement technologique de la filière nucléaire n'a pas résolu l'énorme problème du traitement et du stockage des déchets radioactifs. Chaque année plusieurs dizaines de milliers de mètres cubes de déchets sont produits en France dans les secteurs les plus différents : de la production d'énergie électrique à la défense nationale, en passant par les secteurs de la santé et de la recherche. Il existe en 2017 environ 1.508.000 m³ de déchets nucléaires en France et chaque année on produit seulement en France environ 2 kg de déchets nucléaires par habitant, selon *l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs* (Andra)¹. Actuellement 90% des déchets radioactifs en France sont gérés par deux centres de stockage dans le département de l'Aube. Les 10% restants sont trop dangereux pour y être stockés². Le démantèlement de

¹ www.andra.fr

² Journal de l'Andra, septembre 2017.

centrales nucléaires en cours et prévu augmentera spectaculairement la masse des déchets nucléaires à traiter.

Le traitement des déchets représente un énorme défi non seulement sur les plans technique et économique mais également sur le plan écologique et éthique. La solution préférée par la filière nucléaire est l'enfouissement des déchets. Le stockage profond dans un sol argileux permet l'isolation des déchets radioactifs dans des strates de roche situées à des centaines de mètres de profondeur. Le sol argileux représenterait un obstacle à la radiation. Il pourrait même permettre l'enfermement de la radioactivité dans une couche géologique profonde.

Le territoire de Bure

Le point de départ de la nucléarisation du territoire de Bure est une décision politique. Fin 1998, début 1999 le gouvernement français choisit le site de Bure et il permet à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs³ (Andra) d'implanter sur le territoire de la commune un laboratoire souterrain destiné à étudier les formations géologiques profondes afin d'y stocker les déchets radioactifs. Les travaux de construction du laboratoire démarrent en janvier 2000 car les investigations géologiques réalisées à la limite des départements de la Meuse et de la Haute-Marne ont confirmé l'intérêt d'une couche de roche argileuse située à environ 500 mètres de profondeur.

En 2010 le projet Cigéo (*Centre Industriel de stockage Géologique*⁴) est lancé pour stocker à 500 mètres de profondeur environ 85.000 m³ de déchets hautement radioactifs et à durée de vie longue (HA-VL) et 73.000 m³ moyennement radioactifs et à durée de vie longue (MA-VL) qui proviennent des installations nucléaires actuellement en activité en France. Le projet est d'une énorme importance économique et politique pour la filière nucléaire et énergétique en France. Il fait partie des projets industriels les plus importants du pays.

Situé entre les départements de la Meuse et de la Haute-Marne, à 250 km à l'est de Paris, dans le triangle entre St. Dizier, Nancy et Chaumont, Bure n'est qu'un petit village de 83 habitants (2018) qui se trouve dans une zone peu peuplée (6 habitants/km²) vieillissante et économiquement fragile.

Cependant depuis plus de 20 ans, l'opposition contre le projet du centre d'enfouissement de déchets nucléaires persiste sur le terrain et des mobilisations régulières s'y produisent. Depuis la fin des années 1990 et durant une dizaine d'années, la contestation du projet s'est caractérisée

³ <https://www.andra.fr>

⁴ <https://www.cigeo.gouv.fr>

par des manifestations et des rassemblements annuels de militants antinucléaires français et étrangers sur le site. En 2004, avec l'achat d'une ferme au centre du village de Bure, qui sera ensuite baptisée *La Maison de Résistance*, commence l'implantation des opposants au projet sur le territoire. La mobilisation est portée par des réseaux multiples et hétérogènes : des associations écologistes, des institutions locales, des comités de citoyens et de riverains, des militants autonomes. Ces acteurs très différents sur le plan politique, idéologique et social sont liés par des affinités électives afin d'empêcher la réalisation de Cigéo (Spurk 2017). Cependant, depuis le camp anti-autoritaire et anti-capitaliste en 2015 à Bure, la première occupation du bois Lejuc en 2016 et la constitution de la zone d'insoumission à la radioactivité (ZIRA⁵ de Bure) que la contestation se radicalise.

Afin de comprendre et d'expliquer les rapports complexes et contradictoires avec le territoire qu'entretiennent aussi bien les promoteurs de Cigéo que les opposants à ce projet nous avons, sur le plan empirique, mené des entretiens individuels et collectifs. Les entretiens donnent accès aux opinions des individus, à leur expérience vécue, au sens qu'ils donnent à leurs actions et à leurs visions du monde. Pourtant, l'observation participante a été le moyen le plus utile et efficace pour saisir et pour comprendre les visions du monde, les raisons d'agir et les expériences des sujets sur le territoire. Ces travaux ont été complétés par la constitution d'une large documentation, l'analyse des discours publics et particulièrement des média (presse écrite et électronique, sites internet, newsletter, blogs, tracts, brochures).

Constitution du territoire

Dans le champ de la sociologie, la notion de territoire est surtout utilisée dans les analyses de la sociologie urbaine et dans la tradition de *l'École de Chicago*⁶. En général, cette notion traite d'un espace social physiquement et institutionnellement délimité⁷. Un territoire est, dans une perspective sociologique, bien plus que des phénomènes naturels ou géographiques et il ne coïncide pas avec une définition administrative, économique ou juridique de territoire ; il ne s'agit pas seulement de la partie particulière définie géographiquement et économiquement par l'utilisation, mais c'est avant tout le lieu de production des interactions. Les interactions qui constituent le lien social laissent des traces dans le territoire, des traces précieuses pour la compréhension de celui-ci. Le territoire est ainsi la sphère spatiale des relations sociales où se

⁵ Au bois Lejuc les opposants s'inspirent de la ZAD de NDDL. L'occupation ne prend pas l'acronyme de ZAD tout en préférant le terme de « zone d'insoumission à la radioactivité » (ZIRA)

⁶ Cf. Y. Grafmeyer et I. Joseph, 1979.

⁷ Cf. N. Duvoux, 2010.

réalise la vie des personnes, c'est-à-dire la reproduction de leur être, de leurs capacités tout comme une sphère d'activation des liens privés et publics des individus et des groupes.

Le territoire existe également pour les acteurs ; il inclut des représentations mais aussi l'exercice du pouvoir⁸. Ces rapports nous intéressent particulièrement car le territoire devient à Bure à la fois le support d'un conflit et son enjeu. Lorsqu'un individu ou un groupe d'individus s'approprient un espace et en définissent l'usage et la propriété, cet espace devient un territoire que les acteurs *peuvent* considérer comme « le nôtre ». Ils se l'approprient et selon leur vision du monde, ce territoire leur appartient symboliquement parce qu'il fait partie de leur monde-de-la-vie.⁹ « Le monde-de-la-vie à notre portée... [est] le domaine social direct et les sujets qui y sont concentrés, nos semblables »¹⁰. Il est « un cosme... organisé dans la mesure où il contient tout l'équipement nécessaire pour faire de son vécu quotidien et de celui de ses semblables une question de routine »¹¹. Appartenir au même monde-de-la-vie est plus qu'un simple sentiment d'appartenance ; il s'agit aussi d'un savoir pratique ainsi que d'un lien particulier avec ce territoire et avec les autres acteurs qui l'occupent et qui le constituent et le reconstituent. Le territoire peut être une ressource réservée aux « autochtones », mobilisable dans des situations très différentes, mais il peut également inclure d'autres acteurs. Les individus qui s'approprient et agissent sur le territoire deviennent les « acteurs du territoire » ; ils le définissent et l'identifient afin de présenter leur situation vis-à-vis des autres groupes.

Le rapport entre le territoire et les acteurs est fondé sur des expériences du territoire, dans la mesure où le territoire fait partie de leur vécu et de leurs expériences. Le territoire est matériel et concret et pour cette raison, il est saisissable avec nos cinq sens. Les délimitations du territoire restent toujours vagues et ses significations multiples. La notion de territoire prend son sens si elle explique les rapports subjectifs vis-à-vis d'un espace partagé avec d'autres qui ont des rapports semblables avec cet espace (« nous ») ou avec d'autres qui existent dans le même espace mais qui ont un rapport incompatible avec cet espace (« eux »).

Le territoire est un lieu concret de confrontation et d'opposition au cours desquelles se constitue le « nous du territoire » qui s'oppose aux « autres ». A Bure, on trouve une incompatibilité profonde entre le « nous » et les « autres » qui se radicalise. L'opposition est claire et nette : une antinomie constante entre « nous » et « vous » se produit bien que les promoteurs du projet Cigéo eussent envisagé le contraire. Créer un adversaire ou un ennemi est fondamental pour

⁸ Cf. M. Lassault, 2007.

⁹ Cf. au sujet des visions du monde par exemple J. Spurr, 2006.

¹⁰ A. Schütz, 1988a, p. 30.

¹¹ A. Schütz, 1988b, p. 103-123, p. 106.

constituer un groupe : les « autres ». A cet égard, pour augmenter la cohésion d'un groupe, il est nécessaire de mettre en évidence les éléments communs mais aussi de souligner les différences par rapport aux autres. Ces « autres » doivent être créés, modelés pour être fonctionnels aux objectifs. Un ennemi bien construit est fondamental pour affermir les individus et définir les limites du « nous ».

Constituer le territoire du nucléaire à Bure

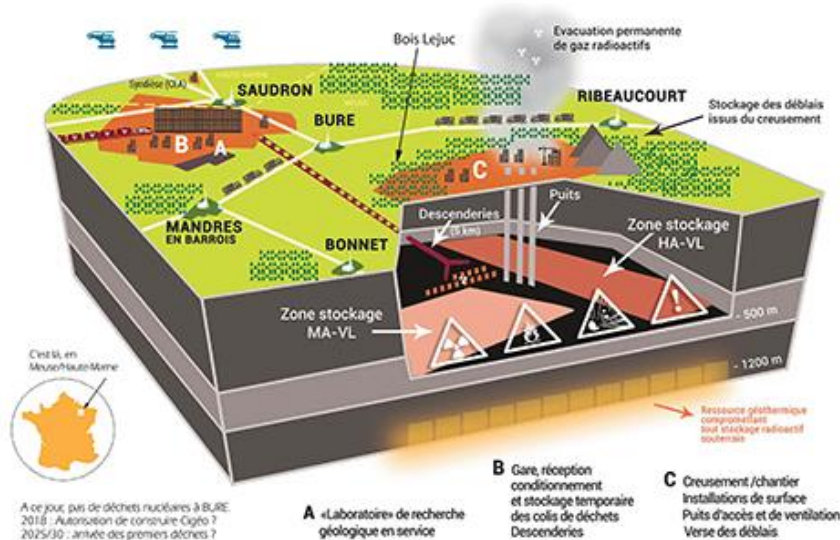
Le projet Cigéo a été développé afin de résoudre (partiellement) le problème de stockage des déchets nucléaires selon des règles et des critères techniques ainsi que selon les stratégies de la gouvernance et du management public. La stratégie de « l'acceptabilité » en fait partie, c'est-à-dire la stratégie du management public de rendre acceptable une mesure imposée aux citoyens¹². Les finalités des mesures sont données a priori et elles ne sont pas modifiables. La gouvernance est (ou elle prétend être) rationnelle. C'est pour cette raison que l'on peut établir l'acceptabilité, par exemple de l'implantation de Cigéo, avec des arguments rationnels que tout le monde devrait comprendre. A cette fin, un « Comité Local d'Information et de Suivi » du Laboratoire de Bure (CLIS¹³) est créé sur place. Il a pour mission d'informer sur les activités menées dans le laboratoire ainsi que le suivi des recherches et des résultats obtenus. Cette stratégie a échoué. Désormais, ce territoire n'est ni un territoire de la gouvernance, ni un territoire autogéré, mais un territoire de lutte : il se trouve dans une situation explosive qui oscille entre les agirs de la gouvernance et l'indignation des opposants. A titre d'exemple, durant l'automne 2005 le premier débat public est mis en place par la *Commission Nationale du Débat Public* (Cndp) consacré aux options générales de la gestion des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue. Cependant, la majorité des collectifs opposés au projet refuse d'y participer et organise une manifestation devant les lieux d'assemblée. Le débat est ainsi impossible. Les opposants ont également rendu impossible le deuxième débat public en 2014 : tout en bloquant plusieurs assemblées générales et ils mènent, à présent, la longue bataille judiciaire autour des travaux de défrichement dans le bois Lejuc. La question du territoire y joue un rôle central. C'est l'agir de la gouvernance qui a initié la création du territoire.

¹² Cf. J. Spurk 2016.

¹³ <http://clis-bure.fr>

Territoire du nucléaire

C'est grâce à ces conflits entre les opposants et les promoteurs qu'il se constitue le « territoire du nucléaire ». Le territoire de Bure est, de la part des promoteurs de Cigéo, l'endroit d'enfouissement. Il constitue pour eux l'instrument pour atteindre cette finalité, comme le montre le graphique officiel de l'Andra ci-dessous :

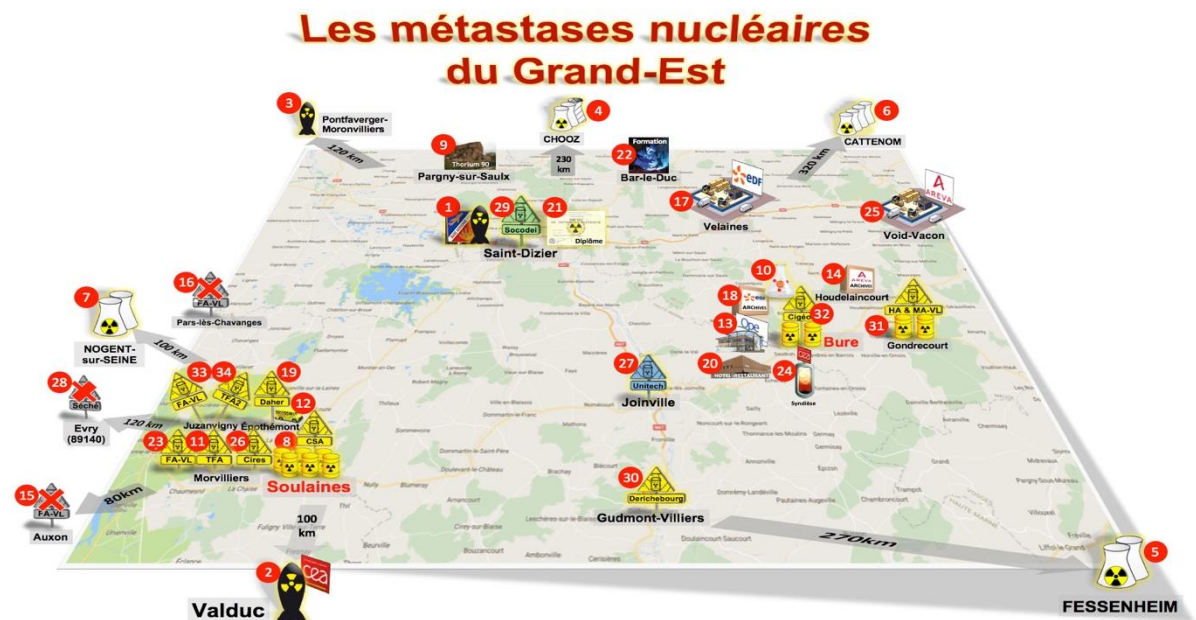


Sur le site de l'Andra¹⁴ on peut lire : « l'objectif fondamental de Cigéo est de protéger l'Homme et l'environnement du danger que représentent les déchets les plus radioactifs et à vie longue, tout en limitant les charges qui seront supportées par les générations futures. [...] Depuis plus de 20 ans, l'Andra est présente en Meuse / Haute Marne où elle est un acteur majeur du territoire. Aux côtés des acteurs locaux et en associant les populations, elle prépare dès aujourd'hui l'insertion du futur centre Cigéo afin qu'il soit une opportunité pour les territoires ». Ces « opportunités » n'ont pas convaincu beaucoup d'acteurs locaux et surtout pas les opposants au projet Cigéo. Les opposants au projet combattent cette instrumentalisation imposée. Pour les opposants, l'instrumentalisation du territoire par les promoteurs de Cigéo est contre-nature « inutile et imposée »¹⁵. En se servant d'une image médicale, ils décrivent l'implantation de Cigéo comme un cancer importé par la filière nucléaire. Il tue lentement mais sûrement le territoire, leur territoire, par les dangers de l'installation, par le mépris des citoyens de la part des promoteurs et de leurs soutiens politiques et institutionnels ainsi que par le dépeuplement du territoire et sa conversion en « poubelle nucléaire ». L'identification de l'ennemi est fondamentale pour la poursuite du processus. L'ennemi est l'Andra, le « lobby

¹⁴ <https://www.andra.fr>

¹⁵ La contestation de Bure intègre le réseau des mobilisations liées aux GPII : « les grands projets inutiles et imposés ».

nucléaire » et, in fine, l'État. C'est un ennemi à combattre au niveau politique, idéologique et médiatique. Cette lutte ainsi que la peur et la menace d'une catastrophe nucléaire conduisent aussi à une réflexion sur les formes de vie dominantes et à la quête d'une autre forme de vie. Le schéma ci-dessous des implantations nucléaires dans la région, souvent publié par les opposants, montre le développement des « métastases » du cancer nucléaire dans la région. On constate qu'il n'a pas la même échelle que le schéma des promoteurs (cf. schéma ci-dessus). Les opposants se situent dans un territoire beaucoup plus large et ils expriment ainsi la généralisation de leur opposition : Bure n'est qu'un cas exemplaire de la nucléarisation du « Grand Est ». La critique portée par le mouvement d'opposition lie les aspects spécifiques du projet Cigéo à des thématiques plus générales et contribue à la montée en généralité de « la lutte ».



Ainsi on constate deux conceptions antagonistes du territoire nucléaire de Bure. Le « territoire du nucléaire » est pour les uns un objet à utiliser, par exemple pour enfouir des déchets ; pour d'autres, il est le lieu de référence qui les lie naturellement, par exemple grâce à leur naissance sur ce territoire, ou politiquement, par la lutte contre les promoteurs du nucléaire, à ceux qui sont comme eux : leur tradition, leur identité et leur culture¹⁶. Le territoire peut, enfin, être l'objet politique à défendre contre la mainmise de forces hétéronomes, c'est-à-dire étrangères et anonymes, qui imposent au territoire leurs lois de l'extérieur (par exemple État, Andra, etc.). C'est pour cette raison qu'à Bure différentes visions du monde s'opposent, diverses conceptions

¹⁶ Le mot allemand « Heimat » exprime clairement cela.

de l'environnement, de l'espace, de l'espace rurale. Plusieurs conceptions de l'avenir des territoires et de l'avenir de la société ainsi que de l'humanité.

Affinités électives

Les acteurs ne viennent pas obligatoirement et initialement du territoire concerné mais ils s'approprient symboliquement ce territoire¹⁷. Dans ce cas, le lien entre les acteurs et le territoire émerge comme des « affinités électives » d'une lutte contre les forces hétéronomes. La notion d'affinités électives désigne le processus à travers lequel les différentes tendances et constellations des acteurs peuvent entrer dans un rapport de convergence, de renforcement mutuel à partir d'une communion d'émotions et des formes de solidarité qui s'appuient sur une finalité commune : le refus du projet Cigéo. Les différences persistent et coexistent, se respectent et se soutiennent mutuellement, trouvent des occasions de s'exprimer, de se confronter et de se saisir, se manifestent avec plus de solidité.

Les affinités électives deviennent à la fois le support du conflit et son enjeu. Les expériences accumulées sur le territoire sont fondamentales pour les militants, elles influencent le présent et préfigurent les futurs possibles : la lutte à Bure se transforme ainsi en une « lutte de territoire ». Les affinités électives se réactualisent à travers les mobilisations. Dans les mêmes mobilisations, on construit l'autre et soi-même et in fine le territoire du nucléaire. On passe du refus du projet à la défense du territoire. Pour les militants groupés autour de la Maison de Résistance, le territoire de Bure n'est pas seulement un territoire d'enracinement de l'opposition autonome et antiautoritaire au capitalisme mais aussi de réalisation d'un projet de forme de vie. Le territoire émerge de la lutte ; il se développe une mémoire du territoire qui trouve sa place dans les visions du monde des acteurs et qui influencera profondément leurs raisons d'agir et leurs visions du monde. Le rapport au terrain est ainsi un lien entre des acteurs qui se reconnaissent dans le territoire et contre les autres qui représentent les forces hétéronomes et souvent anonymes (comme l'État, le capitalisme mondialisé, etc.). Le rapport entre les opposants et les promoteurs prend rapidement la forme d'une lutte qui produit un lien entre les acteurs individuels (« chacun de nous est concerné »), le territoire concret et saisissable et l'adversaire à combattre. Cette reconnaissance n'est pas toujours fondée sur les mêmes visions du monde, les mêmes opinions et convictions ; elle résulte d'affinités électives qui se développent dans la confrontation avec les représentants des forces hétéronomes. Ainsi, à Bure, agissent ensemble des agriculteurs installés sur le territoire, des écologistes historiques, des

¹⁷ Les cas de Notre-Dame-des-Landes et de Sivens montrent deux constellations différentes ; cf. par exemple P. Zubra, 2016.

autonomes et ZADistes (entre autres) de la Maison de Résistance, des cléricaux etc. A Bure la dynamique collective repose désormais sur un solide maillage d'affinités électives.

Avenirs possibles

Il y a différents avvenirs possibles pour ce territoire. En schématisant on peut distinguer quatre scénarii :

Scénario 1 : l'avenir Andra

Le projet est réalisé avec quelques aménagements et de ce fait imposé aux acteurs de terrain au nom d'un bien commun : la nécessité de traiter les déchets nucléaires.

La réalisation du centre d'enfouissement serait vécue comme la réalisation de la seule solution raisonnable pour les uns, l'imposition d'une hétéronomie au territoire et à ses habitants pour les autres. De la part des opposants, qui ont constitué leur autonomie subjective contre ce projet et dans des processus d'apprentissage longs et intenses de « vivre et lutter ensemble », l'implantation serait vécue comme un échec brutal et comme la preuve de l'incompatibilité de leur vision du monde et de la vision du monde des autres, des « dominants ». Leurs apprentissages sont partiellement transmissibles à d'autres acteurs et à d'autres luttes. Il se créerait de la frustration, de la rancune et de la haine qui se manifesteront à d'autres occasions.

Scénario 2 : l'implosion

Le projet n'est pas réalisé à cause de raisons internes au projet, par exemple à cause de problèmes de financement ou à cause de décisions politiques. On a alors affaire à un échec stratégique des promoteurs et à la remise en question du bien commun qui fonde le projet à cause des faiblesses des promoteurs. Les opposants ne se sont pas imposés car l'adversaire a disparu. Il n'y a pas de victoire ; rien n'est réglé, les déchets existent et le malaise augmente.

Scénario 3 : la victoire des opposants

Ce scénario signifierait un échec stratégique des promoteurs du projet car le projet ne réalise pas à cause des résistances qu'il rencontre. Il y a deux variantes de ce scénario : (1) les opposants ont convaincu les décideurs avec des arguments instrumentaux que le projet n'est pas souhaitable et/ou irréalisable. Il est très peu probable que les arguments instrumentaux, rationnels et scientifiques de la contre-expertise mènent à cette décision ; (2) l'impossibilité d'imposer le projet sur le plan social et politique pourrait mener à son abandon.

Le problème serait ainsi réglé sur le plan local, mais il persiste la question de savoir que faire avec les déchets nucléaires qui existent. Le problème persiste, il se déplace peut-être mais il ne disparaît pas.

Scénario 4 : la commune des opposants

Le projet se réalise ou il ne se réalise pas, mais sur la base de la Maison de Résistance se développe un centre pour « vivre et travailler autrement », une communauté, qui n'aura pas changé le monde entier, mais le monde du petit nombre de ses occupants. Il sera un exemple qu'une autre vie est possible au milieu d'un monde qui fonctionne selon d'autres critères que la communauté. Elle peut être un exemple à suivre pour d'autres mais également une niche tolérée afin de faire la démonstration de la tolérance de l'ordre établi.

Conclusion

Le territoire du nucléaire constitué

A Bure, deux visions du monde incompatibles s'affrontent et leur conflit a constitué le territoire de Bure. On a vu qu'un territoire n'est pas naturellement un territoire, il le devient (pour paraphraser Simone de Beauvoir) : il est socialement constitué. La constitution sociale du territoire du nucléaire est initiée par des décisions venant de l'extérieur de l'espace concerné d'y implanter le nucléaire : un centre de stockage des déchets radioactifs¹⁸. C'est une action hétéronome qui peut transformer cet espace en territoire du nucléaire au nom d'un « bien supérieur commun », par exemple la demande d'énergie, ou d'une nécessité supérieure au territoire, par exemple la nécessité technique et économique de stocker les déchets nucléaires à long terme et d'une manière sûre. Dans ce cas, l'acceptabilité est possible. L'implantation du nucléaire peut être plus ou moins consentie mais elle reste toujours imposée.

A Bure, le nucléaire est devenu l'enjeu central de la constitution du territoire. Ce territoire est désormais un territoire du nucléaire. Des acteurs s'y affrontent avec des visions du monde qui ne convergent pas, voire sont incompatibles. Les opposants au projet Cigéo développent leur autonomie subjective, c'est-à-dire leur capacité à donner eux-mêmes aux phénomènes un autre sens que le sens établi. L'autonomie subjective exprime à Bure le refus radical de ce projet imposé. Le sens que les opposants donnent au territoire est le contraire du sens que les promoteurs défendent. L'agir des promoteurs du projet Cigéo ainsi que leur environnement politique et institutionnel est devenu inacceptable et insupportable. C'est pour cette raison qu'il n'y aura ni de compromis ni d'acceptabilité de la nucléarisation du territoire de Bure.

La « nucléarisation » d'un territoire ne peut pas se faire, au moins en France, en dehors de l'espace public. Un nouveau lien social et territorial « nucléarisé » devrait se construire publiquement. Il se pose la question de savoir comment le lien peut se constituer si la notion de

¹⁸ A notre connaissance, il n'y a pas de cas où la demande d'implantation vient du territoire.

« bien supérieur commun » n'est pas partagée dans l'espace public. La démocratie a toujours fonctionné sur la base d'une « mésentente » (Rancière 1995) et non sur la base d'un consensus généralisé. La « mésentente » suppose cependant non seulement l'existence d'un bien supérieur commun mais également que l'acceptation d'une décision majoritaire, non partagée par tout le monde, mais acceptée car majoritaire et révisable, émerge dans le débat, dans la dispute et dans la délibération publique. Les décisions sur le nucléaire, en revanche, n'obéissent pas à cette logique. Certes, dans le passé, des décisions politiques ont participé au développement nucléaire et elles y jouent encore aujourd'hui un rôle important, mais les contraintes de gouvernance, tout comme les contraintes techniques, économiques, sociales et écologiques dominent.

La possibilité de constituer un terrain commun aux promoteurs et aux opposants de la nucléarisation semble inexistante. Ce constat nous fait comprendre le drame exemplaire qui se produit à Bure. Un territoire n'est jamais un espace neutre, mais le produit d'interactions, de conflits et de luttes qui le constituent.

Références bibliographiques

- Anders, Günther (1981). *Die atomare Drohung: Radikale Überlegungen zum atomaren Zeitalter*, München, C.H. Beck, 225 pages.
- Anger, Didier (1977). *Chronique d'une lutte. Le combat anti-nucléaire à Flamanville et dans La Hague* Fenix, 240 pages.
- Beaton Leonard et Maddox, John (1962). *The spread of nuclear weapons*, London, Chatto & Windus for the Institute for Strategic Studies, 216 pages.
- Bernard, Bonin (2011). *Les déchets nucléaires : État des lieux et perspectives*, Les Ulis, EDP Sciences, 293 pages.
- Blackett, Baron (1950). *Military and political consequences of atomic energy*, London, Turnstile Press.
- Blanc, Jacques (2008). Les mines d'uranium et les mineurs français : une belle aventure, *Annales des Mines - Réalités industrielles*, vol. août 2008, n°3, pp. 35-43.
- Brunet, Philippe (2004). *La nature dans tous ses états : Uranium, nucléaire et radioactivité en Limousin*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 380 pages.
- Bretesché, Sophie et Grambow, Bernd (2015). *Le nucléaire au prisme du temps*, Paris, Presses de Mines, 120 pages.
- Bretesché, Sophie et Ponnet, Marie (2012). Le risque au défi de la mémoire organisée. L'exemple de la gestion des mines d'uranium françaises, *Vertigo – la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol.12, n°1.
- Chateauraynaud, Francis (1998). La sociologie pragmatique à l'épreuve des risques. Exercice de crise sur le dossier nucléaire, *Politix*, vol. 11, n°44, pp. 77-108.
- Coser, Lewis Alfred (1982). *Les fonctions du conflit social*, Paris, PUF, 184 pages.
- Crussard, Jean (1967). *L'énergie thermonucléaire*, Paris, Fayard, 159 pages.
- De Carlo, Nicola, Brunoro, Giancarlo et Pedon, Arrigo (1981). *Energia nucleare. Indagine su atteggiamenti e opinioni*, Padova, Edizioni Liviana, 136 pages.
- Deguillaume, Martine (1994). *Dignité antinucléaire. Essai sur les déchets radioactifs*, Editions Lucien Souny, 88 pages.
- Devillers, Christian (2002). *Dealing with uncertainties in the safety of disposal of radioactive waste*, *Comptes Rendus Physique*, vol. 3, n°7-8, pp. 935-943.
- Ferri, Antonio (1950). *La minaccia atomica*, Roma, Edizione di cultura sociale, 101 pages.
- Faussat, Armand (1977). *Les déchets nucléaires. Les connaître. Nous en protéger*, Paris, Editions Stock.
- Fornari, Franco (1964). *La psicanalisi della guerra atomica*, Milano, Edizioni di Comunità.
- Ghis Malfilatre, Marie (2016). L'impossible confinement du travail nucléaire: Expérience professionnelle et familiale de salariés sous-traitants exposés à la radioactivité, *Travail et emploi*, vol.147, n°3, pp. 101-124.
- Gin, Stéphane (2006). *Les déchets nucléaires. Quel avenir*, Malakoff, Dunod, 200 pages.
- Grafmeyer, Yves et Isaac, Joseph (1979). *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, 335 pages.
- Guarnieri, Frank et al (2015). *L'accident de Fukushima Dai Ichi, Le récit du directeur de la centrale*, Volume 1, L'anéantissement, Paris, Presses de Mines, 335 pages.
- Hecht, Gabrielle (2004). *Le rayonnement de la France. Energie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*, Paris, La Découverte, 456 pages.
- Labbé, Marie-Hélène (2000). *La grande peur du nucléaire*, Paris, Presses des sciences Po, 136 pages.
- Lassault, Michel (2007). *L'homme spatial : la construction sociale de l'espace humain*, Paris, Edition du Paris, 400 pages.

- Nelkin, Dorothy, Pollak, Michael (1981), *The Atom Besieged*, London, The MIT Press, 252 pages.
- Oppenheimer, Robert (1955). *The open mind*, New York, Simon and Schuster, 146 pages.
- Pelletier, Philippe, Fournier, Carine et Socccimarro Rémi (2012). *Atlas du Japon : après Fukushima, une société fragilisée*, Paris, Editions Autrement, 96 pages.
- Paucard, Antoine (1992). *La mine et les mineurs de l'uranium français : les temps légendaires (1946-1950). Volume I La mine et les mineurs de l'uranium français*. Editions T. Parquet, 102 pages.
- Rancière, Jacques (2015). *La méfiance. Politique et philosophie*, Paris, Galilée, 187 pages.
- Reuss, Paul (2007). *L'épopée de l'énergie nucléaire*, Les Ulis, EDP Sciences, 170 pages.
- Ribault, Thierry (2021), *Contre la résilience : A Fukushima et ailleurs*, Paris, L'Échappée, 369 pages.
- Simon, Gilles (2010). *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 412 pages.
- Schütz, Alfred (1988a). Le problème de la rationalité dans le monde social, dans Alfred Schütz (sous la direction de), *Éléments d'une sociologie phénoménologique*, Paris, L'Harmattan, 158 pages.
- Schütz, Alfred (1988b). Quelques structures du monde-de-la-vie, dans Alfred Schütz (sous la direction de), *Éléments d'une sociologie phénoménologique*, Paris, L'Harmattan, 158 pages.
- Spurk, Jan (2006). *Quel avenir pour la sociologie ? Quête de sens et compréhension du monde social*, Paris, PUF, 228 pages.
- Spurk, Jan (2016). La gouvernance ou le règne de la raison instrumentale, *L'homme et la Société*, vol.199, n°1, pp. 21-46.
- Spurk, Jan (2017). *Les limites de l'indignation ou la révolution commence-t-elle à Bure ?*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 190 pages.
- Tizon, Philippe (1996). Qu'est-ce que le territoire ?, dans Guy Di Meo (sous la direction de), *Les territoires du quotidien*, Paris, L'Harmattan, pp. 17 – 34.
- Touraine, Alain et. al (1980). *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, éditions du Seuil, 373 pages.
- Tozzi, Michel (1982). *Syndicalisme et nouveaux mouvements sociaux. Régionalisme, féminisme, écologie*, Paris, les éditions ouvrières, 191 pages.
- Vaillancourt, Jean-Guy (1982). *Mouvement écologique, énergie et environnement : essais d'écologie sociale*, Montréal, les Editions coopératives Albert Saint-Martin, 262 pages.
- Valentin, Luc (1995). *Le monde subatomique*, Paris, Hermann, 314 pages.
- Zonabend, Françoise (1989). *La presque île au nucléaire*, Paris, éditions Odile Jacob, 240 pages.
- Zubra, Philippe (2016). *Zones à Défendre*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 128 pages.